

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31592]

20 MAART 2014. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de installatie van de Waals-Brusselse Raad voor Internationale Samenwerking (CWBCI)

De vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en wij, het College van de Franse Gemeenschapscommissie bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128, § 1, ervan.

Art. 2. Het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de oprichting van de Waals-Brusselse Raad voor Internationale Samenwerking, gedaan te Namen op 19 december 2013 wordt goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Christos DOULKERIDIS
Voorzitter van het College
Rudi VERVOORT,
Collegelid
Céline FREMAULT,
Collegelid
Evelyne HUYTEBROECK,
Collegelid
Rachid MADRANE
Collegelid

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2014/31574]

**24 AVRIL 2014. — Décret relatif à la gouvernance
et à la transparence dans l'exécution des mandats publics**

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1° « mandat public » : tout mandat, originaire ou dérivé, d'administrateur public, de gestionnaire public, de commissaire du Collège;

2° « mandataire public » : toute personne titulaire d'au moins un mandat public pour autant qu'elle soit nommée ou désignée au sein d'un organisme :

– soit, dans le cadre d'un mandat originaire, par le Collège, ou sur proposition ou sur présentation de celui-ci, ou de son avis ou accord, ou encore par un organe qui dépend de la Commission communautaire française, conformément au décret, à l'arrêté ou aux statuts portant création de la personne morale, publique ou privée, dont relève le mandat, ou aux droits majoritaires du Collège dans son actionnariat;

– soit dans le cadre d'un mandat dérivé;

3° « organisme » : la personne morale dans laquelle un mandataire public exerce son mandat public;

4° « administrateur public » : tout mandataire public ou son suppléant, qui siège au sein de l'organe de gestion d'un organisme et qui n'est :

– ni administrateur de droit de l'organe de gestion de l'organisme,

– ni nommé au sein de l'organe de gestion, sur intervention, conjointe ou non avec le Collège, de tiers disposant de ce pouvoir, autre que le Parlement francophone bruxellois;

5° « gestionnaire public » : tout mandataire public, autre qu'un administrateur public, chargé de la gestion journalière, ou agissant au sein de l'organe chargé de la gestion journalière de l'organisme;

6° « organe de gestion » : le conseil d'administration de la personne morale ou, à défaut, tout autre organe, quelle que soit sa dénomination, qui dispose des pouvoirs normalement attribués à un conseil d'administration et nécessaires à la réalisation de la mission ou de l'objet social de la personne morale;

7° « mandat dérivé » : tout mandat public exercé par un mandataire public au sein d'une personne juridique de droit public ou de droit privé ou d'une association de fait et qui lui a été confié en raison de son mandat public originaire, soit par la personne morale dans laquelle il exerce celui-ci, soit de toute autre manière;

8° « administrateur de droit » : toute personne, physique ou morale, dont la désignation en tant qu'administrateur au sein d'un organisme découle du décret ou de l'arrêté créant l'organisme visé ou des statuts de l'organisme, sans besoin d'une désignation pour la rendre effective;

9° « organe de contrôle » : la commission de déontologie et d'éthique chargée du contrôle du respect des dispositions du présent décret;

10° « commissaire du Collège » : tout mandataire public désigné par le Collège pour exercer la tutelle de celui-ci sur un organisme.

CHAPITRE II. — *Limitation du cumul de mandats publics et des rémunérations liées à l'exercice de ces mandats*

Art. 3. Aucun mandataire public ne peut exercer plus de trois mandats publics simultanément.

Pour l'application de cette limitation, il n'est pas tenu compte :

1° des mandats dérivés dont la rémunération fait l'objet d'une rétrocession;

2° d'un mandat public exercé soit à temps plein, soit à titre principal, dans le cadre d'une relation de travail, sous statut salarié, indépendant ou statutaire;

3° des mandats non rémunérés dont l'exercice requiert la désignation d'un même représentant au sein de plusieurs personnes morales de droit public ou privé relevant d'un même secteur d'activité. Le Collège arrête la liste de ces mandats et la communique à l'Assemblée.

Lorsqu'une personne exerce déjà trois mandats publics et qu'elle est nommée à un quatrième mandat, elle dispose d'un délai d'un mois à dater de la notification de la nomination pour régulariser sa situation et renoncer à l'un de ses mandats publics. Elle en informe sans délai l'organe de contrôle.

Art. 4. Sauf pour les mandataires déjà soumis aux plafonds de rémunération fixés par la loi spéciale du 4 mai 1999 visant à limiter le cumul du mandat de membre du Conseil de la Communauté française, du Conseil régional wallon, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale avec d'autres fonctions, et par l'article 20bis de la Nouvelle loi communale, la somme des rémunérations perçues en rétribution des mandats publics ou dérivés exercés par les mandataires publics ne peut excéder cinquante pourcents du montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres du Parlement bruxellois.

Pour vérifier si la somme des rémunérations perçues par les mandataires publics ne dépasse pas le plafond fixé à l'alinéa précédent, sont pris en considération : toutes les rémunérations, les honoraires, les indemnités et avantages de toute nature découlant de l'exercice de mandats publics, à l'exclusion des remboursements de frais réels effectués sur la base de pièces justificatives.

Pour vérifier si la somme des rémunérations perçues par les mandataires publics ne dépasse pas le plafond fixé à l'alinéa premier, il n'est pas tenu compte :

– des rémunérations qui font l'objet d'une rétrocession à l'un des organismes concernés;

– des rémunérations perçues en raison d'un mandat public exercé à titre principal dans le cadre d'une relation de travail, directe ou indirecte.

En cas de dépassement du plafond fixé à l'alinéa premier, dans un délai d'un mois à dater de la notification de la nomination ou de la désignation au mandat public créant ce dépassement, le mandataire public décide quelles rémunérations et quels avantages de toute nature doivent être réduits. A défaut, les rémunérations et avantages de toute nature découlant de l'exercice d'un mandat public sont réduits à due concurrence, en commençant par la rémunération ou l'avantage de toute nature le plus élevé. Le mandataire public en informe l'organe de contrôle.

Art. 5. § 1^{er}. Le Collège détermine, par organisme et en tenant compte du secteur d'activité de celui-ci, les formes et modalités d'attribution de la rémunération des mandataires publics.

Il sera notamment prévu que la rémunération des mandataires publics ne peut leur être versée dans son intégralité si, au cours d'un même exercice, il a, sans justification, été absent à plus de 30 % des réunions régulièrement convoquées de l'organe de gestion.

§ 2. Le Collège détermine, par organisme et en tenant compte du secteur d'activité de celui-ci, un montant minimal et un montant maximal entre lesquels les rémunérations des mandataires publics devront être fixées.

§ 3. Lors de la fixation de la rémunération d'un administrateur public, l'organisme tient compte du fait que cet administrateur est en outre président ou vice-président de l'organe de gestion, ou président ou membre d'un comité ou d'un organe créé par l'organe de gestion.

§ 4. Lors de la fixation de la rémunération d'un gestionnaire public, l'organisme tient notamment compte des éléments suivants :

1° son niveau de responsabilité;

2° son ancienneté professionnelle;

3° son expérience;

4° son domaine d'activités.

§ 5. Les montants visés au paragraphe 2 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public.

Ces montants sont attachés à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et s'entendent avantages de toute nature compris.

§ 6. Les organismes ne peuvent octroyer une carte de crédit à leurs mandataires publics. Les organismes ne peuvent octroyer une assurance groupe à leurs mandataires publics. Les organismes ne peuvent octroyer de chèques repas à leurs mandataires publics.

L'octroi de frais de représentation à un mandataire public doit faire l'objet d'une décision de l'organe de gestion de l'organisme.

Cette décision doit être motivée et communiquée à la plus prochaine assemblée générale de l'organisme.

En tout état de cause, les frais de représentation, s'ils sont octroyés, ne le sont qu'aux administrateurs publics qui exercent les fonctions de président de l'organe de gestion, et aux gestionnaires publics.

Les frais de représentation sont remboursés a posteriori sur présentation d'un justificatif. Ce justificatif consiste en un formulaire type arrêté par le Collège. Il contient des informations complètes relatives au montant de la dépense et à sa raison d'être.

L'organisation d'un voyage par tout organisme auquel participe un mandataire public dans le cadre de l'exercice de ses fonctions doit faire l'objet d'une décision motivée de l'organe de gestion transmise à l'organe de contrôle.

CHAPITRE III. — *Incompatibilités*

Art. 6. § 1^{er}. Sans préjudice d'autres limitations prévues par ou en vertu d'une loi, d'un décret, d'un arrêté ou des statuts de l'organisme, le mandat d'administrateur public est incompatible avec le mandat ou les fonctions de :

1° membre du Gouvernement de l'Etat fédéral, d'une Région ou d'une Communauté ou membre du Collège de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire flamande ou de la Commission communautaire commune;

2° membre du Parlement européen, des Chambres législatives fédérales ou d'un Parlement de Région ou de Communauté;

3° gouverneur de province ou vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, ainsi que membre d'une Députation ou d'un Collège provincial;

4° membre du personnel de l'organisme, ou d'une de ses filiales, à l'exception du ou des responsables de la gestion journalière;

5° conseiller externe ou consultant régulier de l'organisme.

Le mandat d'administrateur public est également incompatible avec :

– toute fonction de nature à créer un conflit d'intérêts personnel ou fonctionnel, en raison de l'exercice de la fonction ou de la détention d'intérêts dans une société ou une organisation exerçant une activité en concurrence directe avec celle de l'organisme;

– l'appartenance ou la participation de l'intéressé aux activités d'une association manifestement hostile ou qui ne respecterait pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, ou qui aurait violé la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la seconde guerre mondiale, violation constatée par une décision de justice coulée en force de chose jugée.

§ 2. Si, au cours de son mandat, l'administrateur public accepte d'exercer une fonction ou un mandat visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, son mandat est suspendu de plein droit. Il est remplacé, pendant tout le temps de son mandat ou de l'exercice de la fonction incompatible, le cas échéant, par son suppléant ou par un administrateur public nommé ou proposé conformément à l'article 7.

Lorsque l'incompatibilité prend fin, l'administrateur public dont le mandat a été suspendu retrouve son mandat dans les trois mois de la fin de l'incompatibilité.

§ 3. Si, au cours de son mandat, l'administrateur public accepte d'exercer une fonction ou un mandat visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, et alinéa 2, son mandat prend fin de plein droit. Il est remplacé par un administrateur public nommé ou proposé conformément à l'article 7.

§ 4. Si le mandat d'administrateur public consiste à assurer la présidence ou la vice-présidence de l'organe de gestion de l'organisme, ce mandat est incompatible avec la fonction de directeur de cabinet ou de directeur de cabinet adjoint d'un membre du Collège de la Commission communautaire française.

§ 5. Le mandat de commissaire du Collège dans un organisme est incompatible avec tout autre mandat ou fonction dans le même organisme.

§ 6. Le mandat de gestionnaire public est incompatible avec l'exercice d'un mandat de bourgmestre, d'échevin, de président du C.P.A.S. ou de membre du Collège provincial.

CHAPITRE IV. — *Nomination et révocation de l'administrateur public*

Art. 7. Préalablement à la nomination ou à la proposition de nomination conformément à l'article 2, 2°, le Collège vérifie :

1° que le candidat offre une disponibilité suffisante pour exercer son mandat;

2° la production d'une lettre de motivation reprenant les compétences et expériences utiles;

3° par la production d'un extrait de casier judiciaire visé aux articles 595 et 596 du Code d'instruction criminelle, que le candidat n'a encouru aucune condamnation pénale incompatible avec l'exercice du mandat d'administrateur public, ou à défaut, une déclaration sur l'honneur qu'il n'a pas encouru une telle condamnation;

4° que le candidat atteste par une déclaration sur l'honneur, par écrit, qu'il ne se trouve pas dans les hypothèses visées à l'article 6;

5° qu'il n'existe pas dans le chef du candidat de conflit d'intérêts personnel direct ou indirect, en raison de l'exercice d'une activité ou de la détention d'intérêts dans une personne morale exerçant une activité concurrente à celle de l'organisme.

Art. 8. Sans préjudice des dispositions organisant le remplacement provisoire de l'administrateur public en cas de vacance du mandat, contenues dans le décret ou la décision du Collège portant création de l'organisme, dans ses statuts ou dans le Code des sociétés, le Collège veille, en cas de vacance du mandat d'un administrateur public, à remplacer celui-ci ou à en proposer le remplacement dans les meilleurs délais, selon la procédure visée à l'article 7.

Art. 9. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions relatives au droit de révocation contenues dans le décret ou la décision du Collège portant création de l'organisme, dans ses statuts, ou encore dans le Code des sociétés, le Collège, le cas échéant, après avis ou sur proposition d'un commissaire du Collège ou de l'organe de contrôle, révoque l'administrateur public ou propose sa révocation à l'organe compétent, s'il est avéré que l'administrateur public :

1° a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de son mandat;

2° se trouve dans l'une des hypothèses visées à l'article 6;

3° ne remplit plus les conditions prévues à l'article 7, 3° à 5°.

Sans préjudice des dispositions relatives au droit de révocation contenues dans le décret ou la décision du Collège portant création de l'organisme, dans ses statuts, ou encore dans le Code des sociétés, le Collège, le cas échéant, après avis ou sur proposition d'un commissaire du Collège ou de l'organe de contrôle, peut révoquer l'administrateur public ou peut proposer sa révocation à l'organe compétent, s'il est avéré que l'administrateur public :

1° a commis sciemment un acte incompatible avec la mission ou l'objet social de l'organisme;

2° a, au cours de la même année, été absent, sans justification, à plus de 30 % des réunions ordinaires et régulièrement convoquées de l'organe de gestion de l'organisme;

3° viole une des dispositions du présent décret.

§ 2. Le Collège convoque l'administrateur public et l'informe du projet ou de la proposition de révocation visée au paragraphe 1^{er} ainsi que des faits qui lui sont reprochés et qui entrent dans les hypothèses énumérées au paragraphe 1^{er}. A la date fixée, le Collège entend l'administrateur public qui peut, au cours de son audition, être assisté par la personne de son choix.

Art. 10. Le Collège peut arrêter une procédure de suspension provisoire applicable lorsqu'existe, dans le chef d'une personne exerçant des mandats publics, des indices sérieux que celle-ci se trouve dans l'une des hypothèses visées à l'article 9, § 1^{er}.

CHAPITRE V. — Obligations de l'administrateur public

Art. 11. L'administrateur public se tient au courant des évolutions législatives et réglementaires, générales et sectorielles, ayant trait à son statut, à ses fonctions, ainsi qu'aux missions ou à l'objet social de l'organisme.

Art. 12. Sans préjudice de l'obligation imposée par l'article 16, l'administrateur public ne peut utiliser ou divulguer des informations dont il a eu connaissance dans le cadre de ses fonctions si l'utilisation ou la divulgation de ces informations est de nature à porter préjudice aux intérêts de l'organisme.

CHAPITRE VI. — Participation équilibrée de femmes et d'hommes à la vie publique

Art. 13. § 1^{er}. Lorsque l'Assemblée, le Collège ou un de ses membres, désigne ou nomme, ou propose la désignation ou la nomination, avec ou sans l'intervention d'un tiers, d'une personne physique pour siéger au sein de l'organe de gestion d'une personne morale et ce, conformément au décret ou à l'arrêté portant création de ladite personne morale ou à ses statuts, les obligations suivantes visant à promouvoir la participation équilibrée de femmes et d'hommes doivent être respectées.

Lorsque sont désignées ou nommées ou proposées à la désignation ou à la nomination :

1° deux personnes : ces personnes doivent être de sexe différent;

2° trois personnes ou plus : un tiers, arrondi à l'unité supérieure, au minimum du nombre de personnes proposées ou désignées doivent être des personnes de sexe différent des autres personnes proposées par l'Assemblée, le Collège ou un de ses membres.

Lorsqu'un tiers propose à l'Assemblée, au Collège ou à un de ses membres, la désignation ou la nomination au sein de l'organe de gestion d'une personne morale visée à l'alinéa premier :

1° deux personnes : ces personnes doivent être de sexe différent;

2° trois personnes ou plus : un tiers, arrondi à l'unité supérieure, au minimum du nombre de personnes proposées par le tiers doivent être des personnes de sexe différent des autres personnes proposées par le tiers.

Le tiers peut déroger à ces obligations en communiquant à l'Assemblée, au Collège ou à un de ses membres la motivation de l'impossibilité de respecter les obligations.

§ 2. Ces obligations s'appliquent respectivement pour la désignation ou la nomination des effectifs et des suppléants, le cas échéant. Toutefois, lorsqu'il n'y a qu'une personne comme effective et une personne comme suppléante à désigner ou à nommer par l'Assemblée, le Collège, un de ses membres ou à proposer par le tiers, elles doivent être de sexe différent.

§ 3. Un tiers au moins des administrateurs publics de la personne morale est de sexe différent de celui des autres administrateurs publics.

Pour l'application de la présente disposition, le nombre minimum requis de ces membres de sexe différent est arrondi à l'unité supérieure. Si le nombre d'administrateurs publics de sexe différent n'atteint pas le minimum fixé par la présente disposition, le prochain administrateur public nommé est de ce sexe. A défaut, sa nomination est nulle. Il en va de même si une nomination a pour effet de faire baisser le nombre de ces administrateurs publics de sexe différent sous ce nombre minimum requis.

§ 4. Une évaluation de l'application de la procédure visée aux paragraphes 1^{er} à 3, des mesures visant à promouvoir la participation équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes de gestion désignés ou nommés par la Commission communautaire française ou par une personne morale contrôlée par la Commission communautaire française et de la répartition, en terme de genre, des mandats occupés sera faite tous les deux ans et intégrée au rapport d'activités ou au rapport de gestion, visés à l'article 15, § 1^{er}.

§ 5. A titre transitoire, pour les personnes morales dont l'organe de gestion a été constitué et composé avant l'entrée en vigueur du présent décret, les obligations visées dans le présent décret s'appliquent à l'occasion du renouvellement partiel ou intégral suivant des mandats au sein de l'organe de gestion.

§ 6. Le présent chapitre ne s'applique pas au mandat public exercé soit à temps plein, soit à titre principal, dans le cadre d'une relation de travail, sous statut salarié, indépendant ou statutaire.

CHAPITRE VII. — *Obligations d'information des organismes*

Art. 14. S'ils disposent d'un site internet propre, les organismes publient, sur leur site internet régulièrement mis à jour, la législation organique qui leur est applicable ainsi que la législation qu'ils doivent plus particulièrement appliquer.

Les organismes publient sur leur site internet régulièrement mis à jour, leurs documents budgétaires et comptables, ainsi que leurs contrats de gestion et leurs plans d'entreprise, sauf les cas de dérogation, octroyée par le Collège, qui en informe l'organe de contrôle visé à l'article 2, 8^o, pour cause d'enjeu stratégique ou de respect des règles de concurrence loyale et du secret des affaires.

Art. 15. § 1^{er}. Les organismes communiquent annuellement aux services du Collège et à l'organe de contrôle leur rapport d'activité ou, à défaut, leur rapport de gestion.

Ce rapport contient, de manière nominative, à tout le moins, les informations suivantes :

1^o les informations complètes sur la rémunération des mandataires publics, dans le cadre de leurs mandats publics et dérivés;

2^o les informations complètes sur la présence des mandataires publics aux réunions de l'organe de gestion;

3^o les informations complètes sur l'application des mesures visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes de gestion et de la répartition, en termes de genre, des mandats occupés.

§ 2. Les informations visées au paragraphe 1^{er} sont publiées et précisent les montants auxquels ont droit les mandataires publics, les montants perçus et les cas de rétrocession.

§ 3. Le rapport visé au paragraphe 1^{er} est accessible sur simple demande. La demande peut être refusée dans les cas visés à l'article 8 du décret du 11 juillet 1996 relatif à la publicité de l'administration.

Art. 16. § 1^{er}. Les organismes veillent à informer le Collège de manière régulière de la réalisation de leurs missions.

§ 2. Sans préjudice des dispositions du Code des sociétés, l'organe de gestion présente, lors de chaque assemblée générale, un rapport sur la réalisation des objectifs qu'il s'est fixés pour l'exercice considéré.

Sans préjudice des dispositions du Code des sociétés, l'organe de gestion veille à fournir aux assemblées générales toutes les explications adéquates sur les points qui figurent à l'ordre du jour.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions modificatives*

Art. 17. L'alinéa 2 de l'article 5 et les articles 13, 21 et 30 du décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle sont abrogés.

Art. 18. Dans le même décret, il est inséré un nouvel article *6bis*, rédigé comme suit :

« Art. *6bis*. Préalablement à la nomination ou à la proposition de nomination, le Collège vérifie :

1^o que le candidat offre une disponibilité suffisante pour exercer son mandat;

2^o la production d'une lettre de motivation reprenant les compétences et expériences utiles;

3^o par la production d'un extrait de casier judiciaire visé aux articles 595 et 596 du Code d'instruction criminelle, que le candidat n'a encouru aucune condamnation pénale incompatible avec l'exercice du mandat d'administrateur public, ou à défaut, une déclaration sur l'honneur qu'il n'a pas encouru une telle condamnation;

4^o que le candidat atteste par une déclaration sur l'honneur, par écrit, qu'il ne se trouve pas dans les hypothèses visées à l'article *7bis*;

5^o qu'il n'existe pas, dans le chef du candidat de conflit d'intérêts personnel direct ou indirect, en raison de l'exercice d'une activité ou de la détention d'intérêts dans une personne morale exerçant une activité concurrente à celle de l'Institut. ».

Art. 19. Dans le même décret, il est inséré un nouvel article *7bis*, rédigé comme suit :

« Art. *7bis*. § 1^{er}. Le mandat de membre du Comité de gestion est incompatible avec le mandat ou les fonctions de :

1^o membre du Gouvernement de l'Etat fédéral, d'une Région ou d'une Communauté ou membre du Collège de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire flamande ou de la Commission communautaire commune;

2^o membre du Parlement européen, des Chambres législatives fédérales ou d'un parlement de Région ou de Communauté;

3^o gouverneur de province, vice-gouverneur ou gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;

4^o membre d'une Députation ou d'un Collège provincial;

5° membre du personnel de l'Institut, ou d'une de ses filiales, à l'exception du ou des responsables de la gestion journalière;

6° toute fonction de nature à créer un conflit d'intérêts personnel ou fonctionnel, en raison de l'exercice de la fonction ou de la détention d'intérêts dans une société ou une organisation exerçant une activité en concurrence directe avec celle de l'Institut;

7° conseiller externe ou consultant régulier de l'Institut;

8° l'appartenance ou la participation aux activités d'une association qui ne respecte pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

§ 2. Si, au cours de son mandat, le membre du Comité de gestion accepte d'exercer une fonction ou un mandat visé au paragraphe 1^{er}, 1° à 4°, son mandat est suspendu de plein droit. Il est remplacé, pendant tout le temps de son mandat ou de l'exercice de la fonction incompatible, le cas échéant, par son suppléant ou par un membre du Comité de gestion nommé ou proposé conformément à l'article 6bis.

Lorsque l'incompatibilité prend fin, le membre du Comité de gestion, dont le mandat a été suspendu, retrouve son mandat dans les trois mois de la fin de l'incompatibilité.

§ 3. Si, au cours de son mandat, le membre du Comité de gestion accepte d'exercer une fonction ou un mandat visé au paragraphe 1^{er}, 5° à 8°, son mandat prend fin de plein droit. Il est remplacé par un membre du Comité de gestion nommé ou proposé conformément à l'article 6bis.

§ 4. Si le mandat d'administrateur public consiste à assurer la présidence de l'organe de gestion de l'Institut, ce mandat est incompatible avec la fonction de directeur de cabinet ou de directeur de cabinet adjoint d'un membre du Collège de la Commission communautaire française. ».

CHAPITRE IX. — Dispositions transitoires et finales

Art. 20. A titre transitoire, jusqu'à la date d'entrée en vigueur du décret portant création de la Commission de Déontologie, les compétences de l'organe de contrôle visé à l'article 2, 8°, sont exercées par l'Administrateur général de la Commission communautaire française, qui soumet annuellement un rapport au Collège, que ce dernier communique au Parlement dans un délai de 60 jours.

Art. 21. Les organismes au sein desquels s'exercent des mandats publics veillent à mettre leurs statuts en concordance avec les dispositions du présent décret, dans un délai d'un an à compter de son entrée en vigueur.

Art. 22. Les personnes qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent décret, ne respectent pas les conditions de cumul fixées à l'article 3 et les conditions de limite de rémunération fixées à l'article 4, ou se trouvent dans l'une des hypothèses d'incompatibilités prévues à l'article 6, disposent d'un délai de douze mois pour régulariser leur situation.

Art. 23. Le présent décret entre en vigueur dès sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 24 avril 2014.

Par le Collège :

Le Président du Collège chargé du Budget, de l'Enseignement et du Tourisme,
C. DOULKERIDIS

Le Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale,
R. VERVOORT

La Membre du Collège chargée de la Fonction publique, de la Politique de la Santé
et de la Formation professionnelle des Classes moyennes,
Mme C. FREMAULT

La Membre du Collège chargée de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,
Mme E. HUYTEBROECK

Le Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle, de la Culture, du Transport scolaire,
de l'Action sociale, de la Famille et du Sport,
R. MADRANE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31574]

24 APRIL 2014. — Decreet betreffende het bestuur en de transparantie in de uitvoering van de openbare mandaten

De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie hecht zijn goedkeuring aan :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Krachtens artikel 138 van de Grondwet, regelt dit decreet een aangelegenheid zoals bedoeld in de artikelen 127 en 128 van deze Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "openbaar mandaat" : elk mandaat, oorspronkelijk of afgeleid, van overheidsbestuurder, overheidsbeheerder, commissaris van het College;

2° "openbaar mandataris" : elke persoon die houder is van minstens één openbaar mandaat, voor zover zij is benoemd of aangewezen binnen een instelling :

– hetzij door het College in het kader van een oorspronkelijk mandaat, of op voorstel, advies of akkoord van het College, of door een instelling die afhangt van de Franse Gemeenschapscommissie, overeenkomstig het decreet, het besluit of de statuten houdende oprichting van de publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon waaronder het mandaat valt, of overeenkomstig de meerderheidsrechten van het College in zijn aandeelhouderschap;

– hetzij in het kader van een afgeleid mandaat;

3° "instelling" : de rechtspersoon waarin een openbaar mandataris zijn openbaar mandaat uitoefent;

4° "overheidsbestuurder" : elke openbare mandataris, of diens plaatsvervanger, die zetelt in het bestuursorgaan van een instelling en die :

– niet van rechtswege bestuurder is van het bestuursorgaan van de instelling

– niet benoemd is in het bestuursorgaan, door toedoen van derden die over deze bevoegdheid beschikken, al dan niet samen met het College, met uitsluiting van het Brussels Franstalig Parlement;

5° "overheidsbeheerder" : iedere openbare mandataris die, in tegenstelling tot een overheidsbestuurder, belast is met het dagelijkse bestuur of handelt binnen het orgaan belast met het dagelijkse bestuur van de instelling;

6° "bestuursorgaan" : de raad van bestuur van de rechtspersoon of, bij ontstentenis, ieder ander orgaan ongeacht diens benaming, die over bevoegdheden beschikt die normaal gezien worden toegekend aan een raad van bestuur en noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van de opdracht of het maatschappelijk doel van de rechtspersoon;

7° "afgeleid mandaat" : elk openbaar mandaat dat een openbaar mandataris uitoefent binnen een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon of een feitelijke vereniging en dat aan hem werd toevertrouwd omwille van zijn oorspronkelijke openbaar mandaat, hetzij door de rechtspersoon waarin hij het mandaat uitoefent, hetzij op enige andere wijze;

8° "bestuurder van rechtswege" : iedere natuurlijke of rechtspersoon waarvan de benoeming als bestuurder in een instelling voortvloeit uit het decreet of het besluit tot oprichting van de bedoelde instelling of uit de statuten van de instelling, waarvoor er geen benoeming nodig is om haar effectief te maken;

9° "controleorgaan" : de deontologische en ethische commissie belast met de controle op de naleving van de bepalingen van dit decreet;

10° "commissaris van het College" : iedere openbare mandataris die door het College is aangewezen om zijn voorgedij over een instelling uit te oefenen.

HOOFDSTUK II. — Beperking van het cumul van openbare mandaten en van de bezoldigingen verbonden aan de uitoefening van deze mandaten

Art. 3. Geen enkele openbaar mandataris mag meer dan drie openbare mandaten tegelijk uitoefenen.

Voor de toepassing van deze beperking wordt geen rekening gehouden :

1° met de afgeleide mandaten waarvan de bezoldiging terugbetaald wordt;

2° met een openbaar mandaat dat hetzij voltijds, hetzij in hoofdberoep wordt uitgeoefend in het kader van een arbeidsbetrekking, met een bezoldigd, zelfstandig of statutair statuut;

3° met niet-bezoldigde mandaten waarvan de uitoefening de aanstelling vereist van eenzelfde vertegenwoordiger in meerdere publiek- of privaatrechtelijke rechtspersonen die tot eenzelfde bedrijfstak behoren. Het College bepaalt de lijst van deze mandaten en deelt deze mee aan de Raad.

Wanneer een persoon reeds drie openbare mandaten uitoefent en benoemd wordt voor een vierde mandaat, beschikt hij over een termijn van een maand, ingaand op de dag waarop de benoeming wordt bekendgemaakt, om de toestand in orde te brengen en af te zien van een van zijn openbare mandaten. Hij brengt het controleorgaan hiervan onverwijld op de hoogte.

Art. 4. Behalve voor de mandatarissen die al zijn onderworpen aan de maximumbezoldigingen vastgesteld door de bijzondere wet van 4 mei 1999 tot beperking van de cumulatie van het mandaat van lid van de Raad van de Franse Gemeenschap, de Waalse Gewestraad, de Vlaamse Raad en de Brusselse Hoofdstedelijke Raad met andere ambten, en door artikel 20bis van de Nieuwe Gemeentewet, mag de som van de bezoldigingen die worden ontvangen als tegenprestatie voor de uitoefening van de openbare of afgeleide mandaten door openbare mandatarissen, niet meer bedragen dan vijftig procent van het bedrag va de parlementaire vergoeding die wordt ontvangen door de leden van het Brusselse Parlement.

Om na te gaan of de som van de door de openbare mandatarissen ontvangen bezoldigingen niet meer bedraagt dan het in het vorige lid vastgestelde plafond, wordt rekening gehouden met : alle bezoldigingen, erelonen, vergoedingen en voordelen van alle aard die voortvloeien uit de uitoefening van openbare mandaten, met uitsluiting van de terugbetalingen van de reële gemaakte kosten op basis van verantwoordingsstukken.

Om na te gaan of de som van de door de openbare mandatarissen ontvangen bezoldigingen niet meer bedraagt dan het in het vorige lid vastgestelde plafond, wordt geen rekening gehouden met :

– de bezoldigingen die worden terugbetaald aan een van de betrokken instellingen;

– de bezoldigingen die werden ontvangen omwille van een openbaar mandaat dat in hoofdberoep wordt uitgeoefend in het kader van een arbeidsbetrekking, rechtstreeks of onrechtstreeks.

Indien het in het vorige lid vastgestelde plafond wordt overschreden binnen één maand vanaf de bekendmaking van de benoeming of aanstelling voor het openbaar mandaat waaruit deze overschrijding voortvloeit, beslist de openbaar mandataris welke bezoldigingen en welke voordelen van alle aard moeten worden afgetrokken. Bij ontstentenis worden de bezoldigingen en voordelen van alle aard voortvloeiend uit de uitoefening van een openbaar mandaat verminderd tot het passende beloop, te beginnen met de hoogste bezoldiging of het hoogste voordeel van alle aard. De openbaar mandataris brengt hiervan het controleorgaan op de hoogte.

Art. 5. § 1. Het College bepaalt, per instelling en rekening houdend met de bedrijfssector ervan, de vorm en de nadere regels voor de bezoldiging van de openbare mandatarissen.

Er wordt inzonderheid voorzien dat de bezoldiging van de openbare mandatarissen hen niet volledig overgemaakt kan worden als hij, in de loop van eenzelfde werkjaar, zonder verantwoording afwezig bleef van meer dan 30 % van de regelmatig bijeengeroepen vergaderingen van het bestuursorgaan.

§ 2. Het College bepaalt, per instelling en rekening houdend met de bedrijfssector ervan, een minimum- en een maximumbedrag tussen welke de bezoldigingen van de openbare mandatarissen moeten worden vastgesteld.

§ 3. Bij de vaststelling van de bezoldiging van een openbaar overheidsbestuurder, houdt de instelling rekening met het feit dat die bestuurder daarenboven voorzitter of ondervoorzitter is van het bestuursorgaan, of voorzitter of lid van een comité of van een orgaan opgericht door het bestuursorgaan.

§ 4. Bij de vaststelling van de bezoldiging van een overheidsbeheerder, houdt de instelling inzonderheid rekening met de volgende elementen :

- 1° zijn verantwoordelijkheidsniveau;
- 2° zijn beroepsanciënniteit;
- 3° zijn ervaring;
- 4° zijn activiteitsdomein.

§ 5. De bedragen bedoeld in paragraaf 2 zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Die bedragen worden gekoppeld aan spilindex 138,01 van 1 januari 1990, met inbegrip van de voordelen van alle aard.

§ 6. De instellingen mogen hun openbare mandatarissen geen kredietkaart geven. De instellingen mogen hun openbare mandatarissen geen groepsverzekering geven. De instellingen mogen hun openbare mandatarissen geen maaltijdcheques geven.

Over de toekenning van representatiekosten aan een openbaar mandataris, moet een beslissing worden genomen door het bestuursorgaan van de instelling.

Deze beslissing moet met redenen worden omkleed en op de eerstvolgende algemene vergadering van de instelling worden bekendgemaakt.

In ieder geval mogen de representatiekosten, indien ze worden toegekend, enkel toegekend worden aan openbare mandatarissen die het ambt van voorzitter van het bestuursorgaan uitoefenen en aan de overheidsbeheerders.

De representatiekosten worden a posteriori terugbetaald na voorlegging van een verantwoordingsstuk. Dat verantwoordingsstuk is een modelformulier vastgesteld door het College. Het bevat volledige informatie over het bedrag van de uitgave en de reden ervan.

Over de organisatie van een reis door elke instelling waaraan een openbaar mandataris deelneemt in het kader van de uitoefening van zijn functies, moet een met redenen omklede beslissing worden genomen door het bestuursorgaan, dat de beslissing overmaakt aan het controleorgaan.

HOOFDSTUK III. — *Onverenigbaarheden*

Art. 6. § 1. Onverminderd andere beperkingen bepaald bij of krachtens een wet, een decreet, een besluit of de statuten van de instelling, is het mandaat van overheidsbestuurder onverenigbaar met het mandaat of het ambt van :

1° lid van de Regering van de Federale Staat, een Gewest of een Gemeenschap of lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

2° lid van het Europees Parlement, de federale wetgevende kamers of een parlement van het Gewest of de Gemeenschap;

3° provinciegouverneur of vicegouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, of lid van een deputatie of een provinciaal college;

4° personeelslid van de instelling of van een van de dochtermaatschappijen ervan, met uitzondering van de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks bestuur;

5° extern raadgever of regelmatige adviesgever van de instelling;

Het mandaat van overheidsbestuurder is ook onverenigbaar met :

- elk ambt dat een persoonlijk of functioneel belangenconflict kan doen ontstaan, omwille van de uitoefening van het ambt of het houden van belangen in een vennootschap of een organisatie die een activiteit uitoefent die rechtstreeks concurreert met die van de instelling;

- het lidmaatschap of de deelname aan de activiteiten van een vereniging die de democratische beginselen niet respecteert die in het bijzonder zijn opgesomd door het Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide de tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of van elke andere vorm van genocide.

§ 2. Indien de overheidsbestuurder in de loop van zijn mandaat aanvaardt om een ambt of mandaat bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1 tot 4° uit te oefenen, wordt zijn mandaat van rechtswege opgeschort. Hij wordt tijdens de duur van zijn mandaat of de uitoefening van het daarmee onverenigbare ambt vervangen, in voorkomend geval door zijn plaatsvervanger of door een overheidsbestuurder die overeenkomstig artikel 7 benoemd of voorgedragen wordt.

Bij beëindiging van de onverenigbaarheid kan de overheidsbestuurder van wie het mandaat werd opgeschort zijn mandaat weer opnemen binnen drie maanden vanaf het einde van de onverenigbaarheid.

§ 3. Indien de overheidsbestuurder in de loop van zijn mandaat aanvaardt om een ambt of mandaat bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 5° en tweede lid uit te oefenen, wordt zijn mandaat van rechtswege beëindigd. Hij wordt vervangen door een overheidsbestuurder die overeenkomstig artikel 7 benoemd of voorgedragen wordt.

§ 4. Indien het mandaat van overheidsbestuurder bestaat in het voorzitterschap of het vicevoorzitterschap van het bestuursorgaan van de instelling, is dit mandaat onverenigbaar met het ambt van kabinetsdirecteur of adjunct-kabinetsdirecteur van een lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 5. Het mandaat van commissaris van het College in een instelling is onverenigbaar met elk ander mandaat of ambt in dezelfde instelling.

§ 6. Het mandaat van overheidsbeheerder is onverenigbaar met de uitoefening van een mandaat van burgemeester, schepen, O.C.M.W.-voorzitter of lid van het provinciaal college.

HOOFDSTUK IV. — *Aanstelling en afzetting van de overheidsbestuurder*

Art. 7. Voorafgaand aan de aanstelling of van het voorstel tot aanstelling overeenkomstig artikel 2, 2°, gaat het College na :

1° of de kandidaat voldoende beschikbaar is om zijn mandaat uit te oefenen;

2° aan de hand van een motivatiebrief die de nuttige bevoegdheden en ervaringen meedeelt;

3° aan de hand van een uittreksel uit het strafblad bedoeld in de artikelen 595 en 596 van het Wetboek van Strafvordering, of de kandidaat voorheen geen strafrechtelijke veroordelingen heeft opgelopen die onverenigbaar zijn met de uitoefening van het mandaat van overheidsbestuurder, of bij gebrek hieraan middels een verklaring op erewoord dat hij een dergelijke veroordeling niet heeft opgelopen;

4° of de kandidaat middels een schriftelijke verklaring op erewoord stelt dat hij zich niet in een van de hypothesen bevindt zoals bedoeld in artikel 6;

5° of bij de kandidaat geen persoonlijk rechtstreeks of onrechtstreeks belangenconflict bestaat als gevolg van de uitoefening van een activiteit of van belangen in een rechtspersoon die een activiteit uitoefent die met deze van de instelling concurreert.

Art. 8. Onverminderd de bepalingen tot regeling van de voorlopige vervanging van de overheidsbestuurder in geval van een openstaand mandaat, vervat in het decreet of de beslissing van het College tot oprichting van de instelling, in diens statuten of in het Wetboek van Vennootschappen, waakt het College er in geval van een openstaand mandaat van een overheidsbestuurder over dat deze zo spoedig mogelijk vervangen wordt of dat de vervanging zo spoedig mogelijk voorgesteld wordt, volgens de in artikel 7 bedoelde procedure.

Art. 9. § 1. Onverminderd de bepalingen met betrekking tot het afzettingsrecht vervat in het decreet of de beslissing van het College tot oprichting van de instelling, diens statuten of in het Wetboek van Vennootschappen, kan het College, in voorkomend geval na advies of op voordracht van een commissaris van het College of het controleorgaan, de overheidsbestuurder afzetten of zijn afzetting voorstellen aan het bevoegde orgaan indien blijkt dat de overheidsbestuurder :

1° een fout of een ernstige nalatigheid begaan heeft in de uitoefening van zijn mandaat;

2° zich in een van de veronderstellingen bedoeld in artikel 6 bevindt;

3° de voorwaarden bepaald in artikel 7, 3° tot 5°, niet meer vervult;

Onverminderd de bepalingen met betrekking tot het afzettingsrecht vervat in het decreet of de beslissing van het College tot oprichting van de instelling, diens statuten of in het Wetboek van Vennootschappen, kan het College, in voorkomend geval na advies of op voordracht van een commissaris van het College of het controleorgaan, de overheidsbestuurder afzetten of zijn afzetting voorstellen aan het bevoegde orgaan indien blijkt dat de overheidsbestuurder :

1° bewust een handeling gepleegd heeft die onverenigbaar is met de opdracht of het maatschappelijk doel van de instelling;

2° in de loop van eenzelfde jaar zonder verantwoording afwezig was op meer dan 30 % van de gewone en regelmatig bijeengeroepen vergaderingen van het bestuursorgaan van de instelling;

3° een van de bepalingen van dit decreet schendt.

§ 2. Het College roept de overheidsbestuurder op en informeert hem over het voornemen of het voorstel tot afzetting bedoeld in paragraaf 1 en over de feiten die hem verweten worden en die kaderen in de veronderstellingen genoemd in paragraaf 1. Op de vastgestelde datum hoort het College de overheidsbestuurder die tijdens zijn verhoor kan worden bijgestaan door de persoon van zijn keuze.

Art. 10. Het College kan een procedure van voorlopige schorsing vaststellen indien er ernstige aanwijzingen bestaan dat een persoon die een openbaar mandaat uitoefent de bepalingen zich in een van de hypothesen bedoeld in artikel 9, § 1 bevindt.

HOOFDSTUK V. — *Verplichtingen van de overheidsbestuurder*

Art. 11. De overheidsbestuurder houdt zich op de hoogte van de evolutie van de wet- en regelgeving en van algemene en sectorale evoluties die verband houden met zijn statuut, zijn ambt, evenals met de opdrachten of het maatschappelijk doel van de instelling.

Art. 12. Onverminderd de verplichting die hem opgelegd wordt bij artikel 16, kan de overheidsbestuurder de inlichtingen waarvan hij in het kader van zijn ambt kennis heeft gekregen niet gebruiken of verspreiden indien het gebruik of de verspreiding ervan de belangen van de instelling schade kan berokkenen.

HOOFDSTUK VI. — *Gelijke vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in het openbaar leven*

Art. 13. § 1. Wanneer de Raad, het College of een van zijn leden een natuurlijke persoon, met of zonder tussenkomst van een derde, aanwijst of aanstelt, of zijn aanwijzing of aanstelling voordraagt om binnen het bestuursorgaan van een rechtspersoon te zetelen, en dit overeenkomstig het decreet of het besluit tot oprichting van de rechtspersoon of zijn statuten, moeten de volgende verplichtingen tot bevordering van de gelijke vertegenwoordiging van mannen en vrouwen nageleefd worden.

Wanneer voor aanwijzing of aanstelling :

1° twee personen aangesteld of voorgedragen worden : moeten die personen van verschillend geslacht zijn;

2° drie personen of meer aangesteld of voorgedragen worden : moet minstens een derde, afgerond naar de hogere eenheid, van het aantal voorgedragen of aangestelde personen van het andere geslacht zijn dan dat van de andere personen die zijn voorgedragen door de Raad, het College of een van zijn leden;

Wanneer een derde aan de Raad, het College of aan een van zijn leden de aanwijzing of aanstelling voorstelt, binnen het bestuursorgaan van een in het eerste lid bedoelde rechtspersoon,

1° van twee personen : dan moeten die personen van verschillend geslacht zijn;

2° van drie personen of meer : dan moet minstens een derde, afgerond naar de hogere eenheid, van het aantal door derden voorgedragen personen van het andere geslacht zijn dan dat van de andere personen die zijn voorgedragen door de derde;

De derde kan van die verplichtingen afwijken door aan de Raad, het College of een van zijn leden de redenen mee te delen waarom de verplichtingen niet kunnen worden nageleefd.

§ 2. Deze verplichtingen zijn respectievelijk van toepassing voor de aanwijzing of aanstelling van de werkende en in voorkomend geval plaatsvervangende leden. Wanneer echter slechts één persoon als werkend lid en één persoon als plaatsvervangend lid door de Raad, het College of een van zijn leden moet aangewezen of aangesteld worden, of door de derde moet voorgedragen worden, moeten zij van verschillend geslacht zijn.

§ 3. Minstens een derde van de overheidsbestuurders van de rechtspersoon is van het andere geslacht dan dat van de andere overheidsbestuurders.

Voor de toepassing van deze bepaling, wordt het vereiste minimumaantal van deze leden van het andere geslacht afgerond naar de hogere eenheid. Indien het aantal overheidsbestuurders van het andere geslacht niet het minimum bereikt dat is vastgesteld in deze bepaling, is de volgende aangestelde overheidsbestuurder van dit geslacht. Bij ontstentenis is de aanstelling nietig. Hetzelfde geldt als een aanstelling tot gevolg heeft dat het aantal van deze overheidsbestuurders van het andere geslacht onder dit vereiste minimumaantal daalt.

§ 4. Een evaluatie van de toepassing van de procedure bedoeld in de paragrafen 1 tot 3, van de maatregelen voor de bevordering van de gelijke vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de bestuursorganen, aangewezen of aangesteld door de Franse Gemeenschapscommissie of door een rechtspersoon die wordt gecontroleerd door de Franse Gemeenschapscommissie, en van de verdeling tussen beide geslachten van de beklede mandaten, zal om de twee jaar gebeuren en opgenomen worden in het activiteitenverslag of beheersverslag bedoeld in artikel 15, § 1.

§ 5. Als overgangsmaatregel zullen de verplichtingen bedoeld in dit decreet, voor de rechtspersonen waarvan het bestuursorgaan opgericht en samengesteld werd vóór de inwerkingtreding van dit decreet, van toepassing zijn bij de volgende gedeeltelijke of gehele hernieuwing van de mandaten binnen het bestuursorgaan.

§ 6. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op het openbaar mandaat dat hetzij voltijds, hetzij in hoofdberoep wordt uitgeoefend in het kader van een arbeidsbetrekking, met een bezoldigd, zelfstandig of statutair statuut.

HOOFDSTUK VII. — *Informatieplichten van de instellingen*

Art. 14. Indien zij beschikken over een eigen website, publiceren de instellingen op hun regelmatig bijgewerkte site, de organieke wetgeving die op hen van toepassing is, evenals de wetgeving die ze meer in het bijzonder moeten toepassen.

De instellingen publiceren op hun regelmatig bijgewerkte website hun begrotings- en boekhoudkundige documenten, evenals hun beheerscontracten en ondernemingsplannen, behoudens in de gevallen van afwijking toegekend door het College, die daarvan het in artikel 2, 8° bedoelde controleorgaan op de hoogte brengt, omwille van een strategisch belang of de naleving van de regels betreffende eerlijke concurrentie en zakengeheim.

Art. 15. § 1. De instellingen delen de diensten van het College en het controleorgaan jaarlijks hun activiteitenrapport mee of, bij ontstentenis, hun beheersverslag.

Dit rapport bevat, nominatief, minstens de volgende gegevens :

1° de volledige informatie over de bezoldiging van de openbare mandatarissen, in het kader van hun openbare en afgeleide mandaten;

2° de volledige informatie over de aanwezigheid van de openbare mandatarissen op de vergaderingen van het bestuursorgaan;

3° de volledige informatie over de toepassing van de maatregelen ter bevordering van de gelijke vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de bestuursorganen en de verdeling van de beklede mandaten tussen de beide geslachten.

§ 2. De informatie bedoeld in paragraaf 1 wordt bekendgemaakt en preciseert de bedragen waarop de openbare mandatarissen recht hebben, de ontvangen bedragen en de gevallen van terugbetaling.

§ 3. Het rapport bedoeld in paragraaf 1 is toegankelijk op eenvoudig verzoek. De vraag kan worden geweigerd in de gevallen bedoeld in artikel 8 van het decreet van 11 juli 1996 betreffende de openbaarheid van bestuur.

Art. 16. § 1. De instellingen zien erop toe dat het College regelmatig wordt geïnformeerd over de uitvoering van hun opdrachten.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen, legt het bestuursorgaan op elke algemene vergadering een rapport voor over de verwezenlijking van de doelstellingen die werden vastgesteld voor het beschouwde werkjaar.

Onverminderd de bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen, ziet het bestuursorgaan erop toe dat op de algemene vergaderingen alle gepaste toelichtingen worden verstrekt bij de agendapunten.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 17. Lid 2 van artikel 5 en de artikelen 13, 21 en 30 van het decreet van 17 maart 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie tot oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor de Beroepsopleiding, worden opgeheven.

Art. 18. In hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel *6bis* ingevoerd dat luidt als volgt :

"Art. *6bis*. Voorafgaand aan de aanstelling of het voorstel tot aanstelling, gaat het College na :

1° of de kandidaat voldoende beschikbaar is om zijn mandaat uit te oefenen;

2° aan de hand van een motivatiebrief die de nuttige bevoegdheden en ervaringen meedeelt;

3° aan de hand van een uittreksel uit het strafblad bedoeld in de artikelen 595 en 596 van het Wetboek van Strafvordering, of de kandidaat voorheen geen strafrechtelijke veroordelingen heeft opgelopen die onverenigbaar zijn met de uitoefening van het mandaat van overheidsbestuurder, of bij gebrek hieraan middels een verklaring op erewoord dat hij een dergelijke veroordeling niet heeft opgelopen;

4° of de kandidaat middels een schriftelijke verklaring op erewoord stelt dat hij zich niet in een van de hypothesen bevindt zoals bedoeld in artikel *7bis*;

5° of bij de kandidaat geen persoonlijk rechtstreeks of onrechtstreeks belangenconflict bestaat als gevolg van de uitoefening van een activiteit of van belangen in een rechtspersoon die een activiteit uitoefent die met deze van de instelling concurreert. "

Art. 19. In hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel *7bis* toegevoegd dat luidt als volgt :

"Art. *7bis*. § 1. Het mandaat van lid van het Beheerscomité is onverenigbaar met het mandaat of de ambten van :

1° lid van de Regering van de Federale Staat, een Gewest of een Gemeenschap of lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

2° lid van het Europees Parlement, de federale wetgevende kamers of een parlement van het Gewest of de Gemeenschap;

3° provinciegouverneur, vicegouverneur of gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad;

4° lid van een deputatie of een provinciaal college;

5° personeelslid van de instelling of van een van de dochtermaatschappijen ervan, met uitzondering van de verantwoordelijke(n) voor het dagelijks bestuur;

6° elk ambt dat een persoonlijk of functioneel belangenconflict kan doen ontstaan, omwille van de uitoefening van het ambt of het houden van belangen in een vennootschap of een organisatie die een activiteit uitoefent die rechtstreeks concurreert met die van de instelling;

7° extern raadgever of regelmatige adviesgever van de instelling;

8° het lidmaatschap of de deelname aan de activiteiten van een vereniging die de democratische beginselen niet respecteert die in het bijzonder zijn opgesomd door het Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of van elke andere vorm van genocide.

§ 2. Indien het lid van het beheerscomité in de loop van zijn mandaat aanvaardt om een ambt of mandaat bedoeld in paragraaf 1, 1 tot 4° uit te oefenen, wordt zijn mandaat van rechtswege opgeschort. Hij wordt tijdens de duur van zijn mandaat of de uitoefening van het daarmee onverenigbaar ambt, in voorkomend geval vervangen door zijn plaatsvervanger of door een lid van het beheerscomité dat overeenkomstig artikel *6bis* aangesteld of voorgedragen wordt.

Bij beëindiging van de onverenigbaarheid kan het lid van het beheerscomité van wie het mandaat werd opgeschort zijn mandaat weer opnemen binnen drie maanden vanaf het einde van de onverenigbaarheid.

§ 3. Indien het lid van het beheerscomité in de loop van zijn mandaat aanvaardt om een ambt of mandaat bedoeld in paragraaf 1, 5 tot 8° uit te oefenen, wordt zijn mandaat van rechtswege beëindigd. Hij wordt vervangen door een lid van het beheerscomité dat overeenkomstig artikel *6bis* aangesteld of voorgedragen wordt.

§ 4. Indien het mandaat van overheidsbestuurder bestaat in het bekleden van het voorzitterschap van het bestuursorgaan van de instelling, is dit mandaat onverenigbaar met het ambt van kabinetsdirecteur of adjunct-kabinetsdirecteur van een lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie."

HOOFDSTUK IX. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 20. Bij wijze van overgangsmaatregel worden de bevoegdheden van het in artikel 2 bedoelde controleorgaan, tot aan de dag van de inwerkingtreding van het decreet houdende oprichting van de Deontologische Commissie, uitgeoefend door de algemeen bestuurder van de Franse Gemeenschapscommissie die jaarlijks een rapport voorlegt aan het College, die dit rapport binnen 60 dagen meedeelt aan het Parlement.

Art. 21. De instellingen waarbinnen openbare mandaten worden uitgeoefend, zien erop toe om hun statuten in overeenstemming te brengen met de bepalingen van dit decreet, en dit binnen één jaar vanaf de datum van inwerkingtreding ervan.

Art. 22. De personen die, op de dag van inwerkingtreding van dit decreet, zich niet houden aan de cumulatievevoorwaarden vastgesteld in artikel 3 en aan de loonbepervingsvoorwaarden vastgesteld in artikel 4, of die zich in een van de hypothesen van onverenigbaarheid bevinden die zijn voorzien in artikel 6, krijgen twaalf maanden de tijd om hun situatie te regulariseren.

Art. 23. Dit decreet treedt in werking vanaf de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 24 april 2014.

Door het College :

De voorzitter van het College bevoegd voor Begroting, Onderwijs en Toerisme,
C. DOULKERIDIS

Het lid van het College bevoegd voor Sociale Cohesie,
R. VERVOORT

Het lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt, Gezondheidsbeleid en Beroepsopleiding
voor de Middenstand,
Mevr. C. FREMAULT

Het lid van het College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap,
Mevr. E. HUYTEBROECK

Het lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding, Cultuur, Schoolvervoer, Sociale Actie, Gezin en Sport,
R. MADRANE